

M. M. M.

Pontent reclassement et nomination de
Mademoiselle NGOMBAHARI Louise
Médecin à l'INSTITUT NATIONAL DES CADRES
de la CATEGORIE I, au RÉGIME I des
SERVICES SOCIAUX (Jeunesse et Sports.)

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

DIRECTION DE LA DÉCORATION PUBLIQUE
ET DU PERSONNEL CIVIL DE L'ÉTAT

LE PREMIER MINISTRE,

(/ISAS :

(/u la Constitution du 5 Juillet 1970 ;

(/u la Loi n°075/84 du 7 Décembre 1984 portant ratification de l'Ordonnance n°019/64 du 23 Août 1964, portant modification de certaines dispositions de la Constitution du 5 Juillet 1970 ;

(/u la Loi n°15/12 du 3 Février 1962, portant Statut Général des fonctionnaires ;

(/u l'arrêté n°2007/FP du 21 Juin 1950 fixant le régime sur la solde des fonctionnaires ;

(/u le décret n°59423 du 30 Janvier 1959, fixant les conditions d'intégration dans les catégories B,C,D,E des fonctionnaires ;

(/u le décret n°62-150/FP du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

(/u le décret n°62-195/FP du 5 Juillet 1962, fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

(/u le décret n°624197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la Loi n°15/62 du 3 Février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

(/u le décret n°62-198/FP du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

(/u le décret 744454 du 17.12.74, modifiant le tableau hiérarchique des cadres A,B,C,D de l'Enseignement (Jeunesse et Sport) abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 1,2,3,5,10,14,15,18,19 et 20 du décret n°63479 du 26.5.62 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement (Jeunesse et Sports) ;

(/u le décret n°67450/FP-BH du 24 Février 1967, réglementant la prise d'acte du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

(/u le Décret n°74-470 du 31 Décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n°62-196/FP du 5 Juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

(/u le décret n°804530 du 27 Décembre 1980, portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

(/u le décret n°844856 du 7 AOUT 1984, portant nomination du Premier Ministre ;

(/u le décret n°864172 du 10 Décembre 1986, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

(/u le décret n°864173 du 10 Décembre 1986, portant organisation des Intérieurs des Membres du Gouvernement ;

(/u le décret n°854260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

(/u l'Arrêté n°7470/MPS-DGS-DAAF du 25-08-85, portant promotion au titre de l'année 1985 des fonctionnaires des cadres des catégories A 2 et BII des Services Sociaux (Jeunesse et Sports) ;

(/u l'Arrêté n°0241/MPS-DGTFP-DFP du 12-01-82 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Jeunesse et Sports) à suivre un stage de formation en Tunisie ;

D.G.B.

D.C.F.

(Vu la lettre n°0075/DGS/DIAF du 25.01.74 au Directeur Général des Sports transmettant le dossier de l'intéressé ;

(Vu le décret n°00477 du 18.07.86 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

AMPLIATIONS:

ARTICLE 1er. - En application de l'arrêté du Ministre n°74/454 du 17.12.74 susvisé, Madame MONGANDA (Mme Leïla), Professeur d'Education physique et Sportive de 5^e échelon indice 820 sera affectée à la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Jeunesse et Sports) au service de la Direction Générale des Sports à Brazzaville, titulaire du diplôme de Maître d'Education Physique obtenu à Tunis (République Tunisienne) est reclasée à la catégorie A hiérarchie I et nommée au poste de Professeur Certifié d'Education Physique et Sportive de 1^e échelon indice 830 avec effet immédiat.

ARTICLE 2. - Conformément aux dispositions du décret n°00477 du 18.07.86 SUSVISÉ, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 3. - Le présent décret qui prendra effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 20.01.1986, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage sera affiché, publié au JORPC et communiqué partout où besoin sera. /-/-

Brazzaville, le 12 FEVRIER 1987

Par le Premier Ministre,

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX,

Ali Nzebe

Commandant Dieudonné KIMBERE..

Mr. E. Edouard POUNGUI.-

AMPLIATIONS:

JORPC	1
DGFP/DGPCE	2
DGFP/BST	1
DGB	3
DCF	2
D.G. Sports	3
SGG/BC	2
DOSSIER	3
INTERESSE	1. / -